

B - LA SITUATION ACTUELLE

Le combat politique actuel se résume à l'alternance des "couleurs de parti politique" sans vraiment de changement face au pouvoir. Toutes les compromissions, tous les coups bas sont permis dès lors que la seule priorité demeure l'accession à la représentation politique.

Il ne s'agit même pas de course au pouvoir en fait, la mandature s'apparente à une parade, une apparence du pouvoir politique, ce qui n'est pas le mandat politique en réalité. Le " politicien Guadeloupéen " se distingue par son absence d'idées, sa nullité devant les questions que pose notre destinée collective.

Il n'a pas de point de vue. Il ne respecte aucun principe. Son seul objectif : accéder au mandat par tous les moyens et ce, en usant de tous les artifices pour enfin " tenir les rênes " aussi longtemps qu'il le pourra.

Les adversaires d'hier sont désormais d'accord dès lors que l'on parle de la " Guadeloupe " ! Curieusement, ils défendent le même projet. En 1992, le Parti Pour la Guadeloupe (LPG) en était une parfaite illustration.

Hier (1946), le salut - le développement économique et social - nous était garanti par la **Départementalisation** ! Dès ce moment, cette position statutaire par rapport à la France constituait un programme politique et un projet de société. Depuis la Départementalisation-assimilation, la France nous a proposé la **Départementalisation-adaptée**, ensuite la **Départementalisation-décentralisation**.

A l'occasion de la Loi d'Orientation de l'an 2000 " nos politiciens " ont vu dans l'avènement du Congrès une chance extraordinaire par laquelle ils pouvaient **enfin** donner leurs points de vue sur les rapports statutaires avec la France ainsi que sur l'érection d'une nouvelle collectivité dotée de pouvoirs législatifs, mais toujours dans le cadre de la République française et de l'Union Européenne.... Voilà le " projet politique " !

Déclaration de Basse-Terre aidant ce " projet politique " permettait à " nos élus ", à notre représentation politique de s'élever au rang de politiciens majeurs, supputant même de devenir des " négociateurs " de traités particuliers directement passés avec des Etats souverains de la Caraïbe.

Il fallut pour cela le " *consensus* " : véritable programme politique ! L'accord entre " nos élus " devenait l'essentiel du débat politique. Ils se sont même pris très au sérieux lors des différents " comité de suivi " au cours desquels des résolutions stigmatisaient l'échec de la Départementalisation et encensaient l'avènement d'une nouvelle classe politique attachée pour de bon à donner plus de dimension à leurs mandats.

L'éventualité de disposer d'une relative autonomie de gestion, dans le droit fil des directives européennes sur l'autonomie des Régions et de la Décentralisation, la perspective de pouvoirs supplémentaires en matière fiscale, d'aménagement du territoire, de gestion de certains secteurs jusque là assumés par l'Etat depuis Paris, c'est tout cela qui les conduit à se préparer à ne pas rater le moment de la séparation des porte-feuilles.

Le " consensus " est né telle une marque de marchandise nouvelle. Il s'agit d'attirer la foule...vers un nouveau " projet politique " !

Quel sera le contenu des programmes scolaires ? Comment donner vie à notre culture ? Quel homme guadeloupéen promouvoir ? Quelle production soutenir ? Quel système réglementaire envisager ? Quels rapports sociaux privilégier ?

Rien de tout cela !!! Nous en discuterons après... Le peuple a soif de changements !

Comment se réapproprier nos richesses ? Comment utiliser et protéger notre environnement ? Quelles formations développer ? Comment nourrir notre peuple ? Comment mettre nos activités économiques au service du développement et de nos intérêts collectifs ? Rien de tout cela !

Il n'y a rien non plus de probant dans l'opposition factice entre partisans et opposants des articles 73 et 74 de la nouvelle constitution concoctée par

le gouvernement français. A peine émerge-t-il une divergence sur le nombre d'élus et le mode d'élection de la nouvelle collectivité dite **Assemblée Unique** ...Encore un projet politique !

De leur propre aveu, les rôles sont déjà distribués entre la Gauche et la Droite. Les anciens amis de la **Déclaration de Basse-Terre**, du **Comité de suivi** et des **Résolutions du Congrès** hier partisans de l'autonomie selon la loi d'orientation proposé par Jospin, se résignent à ne réclamer que la spécificité législative de l'article 74. Et tous reconnaissent dans la loi-programme de Chirac pour les prochaines 15 années une autre nouvelle chance pour " notre population ". Leurs gesticulations, leurs compromissions, leur lacheté les rendent incapables de déterminer de manière unitaire et désintéressée un vrai dessein pour notre pays. Il n'est pas étonnant qu'ils ne bénéficient d'aucune confiance de la part des Guadeloupéens.

Certains, avant-hier patriotes, hier nationalistes, aujourd'hui souverainistes, autonomistes ou carrément " possibilistes ", " soixante-treizistes " et " soixante-quatorzistes " sont allés jusqu'à présenter l'Indépendance Nationale comme une utopie, un mirage, un état impossible à atteindre, cela afin de masquer leur reniement politique.



Lizin "Gardel"



En fait, toute cette agitation vise, d'une part, à domestiquer le "**balan**" de changements que les travailleurs et le peuple manifestent dans leurs luttes, leurs interpellations collectives et d'autre part, à assurer le succès du processus de remise en cause des conventions collectives, le démantèlement des systèmes de protection sociale selon les résolutions d'harmonisation et de compétitivité européennes, mondiales.

Mais, voir ces réalités-là, c'est demander trop de clairvoyance à " nos élus " qui dans leur grande majorité considère que seul le Guadeloupéen salarié, chômeur, petit entrepreneur "**ki ka pòté mannèv é ki ka di awa**", est responsable des maux de notre pays.

Il convient donc de se distinguer de cette mascarade et de se positionner résolument d'un point de vue basé selon les intérêts du " Péyi Gwadeloup " et de ses contributions authentiques dans le concert des nations.

Ce point de vue doit être le fondement de toute initiative tant sur le plan économique, social que culturel.